

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 04 avril 2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/03/2023

Partie nominative

SCA LA FLANDRE

58 rue Carnot
BP 119
59380 Bergues

Affaire suivie par : LOUAGE Éric

Téléphone : 03 28 23 85 41

Courriel : eric.louage@developpement-durable.gouv.fr

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\NORIAP_(ex_SCA_LA FLANDRE)_Cappelle_la_Grande_070.02542\2_Inspections\2023 03 15 situation administrative\ NORIAP_Cappelle_la_Grande_RAP VI_0007002542.odt
Code AIOT : 0007002542

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 15/03/2023 de l'établissement SCA LA FLANDRE implanté Route de Bourbourg Enceinte de l'usine LESIEUR 59180 Cappelle-la-Grande. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- LOUAGE Éric, Unité départementale du Littoral, G1, inspecteur de l'environnement

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

BOURY Cédric , Responsable ordonnancement

Le courriel d'échange avec l'administration est : cedric.boury@laflandre.fr.

Rédacteur
L'inspecteur de l'environnement spécialité : installations classées <div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center;"> <div style="text-align: center;"> Éric LOUAGE eric.louage </div> <div style="text-align: left;"> Signature numérique de Éric LOUAGE eric.louage Date : 2023.04.03 18:45:33 +02'00' </div> </div>
Éric LOUAGE

Vérificateur	Approbateur
<div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center;"> <div style="text-align: center;"> Laurent COURAPIED laurent.cour apiéd </div> <div style="text-align: left;"> Signature numérique de Laurent COURAPIED laurent.courapiéd Date : 2023.04.04 17:50:38 +02'00' </div> </div>	Pour le Directeur et par délégation, <div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center;"> <div style="text-align: center;"> Signature numérique de Xavier STREBELLE xavier.strebelle Date : 2023.04.04 19:12:03 +02'00' </div> <div style="text-align: left;"> Adjoint au chef du service risques </div> </div>

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 15/03/2023 de l'établissement SCA LA FLANDRE implanté Route de Bourbourg Enceinte de l'usine LESIEUR 59180 Cappelle-la-Grande, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Conditions générales - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/10/2011 article : 1.1.1 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 04 avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SCA LA FLANDRE

58 rue Carnot
BP 119
59380 Bergues

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\NORIAP_(ex_SCA_LA FLANDRE)_Cappelle_la_Grande_070.02542\2_Inspections\2023 03 15 situation administrative\ NORIAP_Cappelle_la_Grande_RAP VI_0007002542.odt
Code AIOT : 0007002542

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2023 dans l'établissement SCA LA FLANDRE implanté Route de Bourbourg Enceinte de l'usine LESIEUR 59180 Cappelle-la-Grande. L'inspection a été annoncée le 28/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCA LA FLANDRE
- Route de Bourbourg Enceinte de l'usine LESIEUR 59180 Cappelle-la-Grande
- Code AIOT : 0007002542
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SCA NORIAP exploite à CAPPELLE-LA-GRANDE, dans l'enceinte de l'usine LESIEUR, deux silos de stockage de céréales.

Capacité des silos :

- Silo plat : 30 000 m³ ;

- Silo vertical béton armé : 35 cellules unitaires de 900 m³ chacune pour une capacité globale de 31 500 m³. Ce silo est doté d'une installation d'inertage à l'azote, activée avant tout transfert. Les « as de carreau », non inertés à l'azote, ne sont pas utilisés comme capacité de stockage.

L'accès au site s'effectue par la route D202, puis par la traversée de l'usine LESIEUR.

Au voisinage proche du silo, on trouve :

- au nord les installations LESIEUR, puis des infrastructures (canal, voie ferrée, autoroute A16) ;
- à l'est les postes de travail de la société LESIEUR ainsi qu'une canalisation de gaz aérienne ;
- à l'ouest le canal de Bourbourg. Les premières habitations sont situées à plus de 350 m ;
- au sud des terrains agricoles et une habitation à 300 m de la limite de propriété.

Le site LESIEUR dispose de différents postes de travail qui sont répartis dans la zone des 150 m autour du silo béton, de la manière suivante :

- stockages d'huiles, pomperie et chaufferie (accolé et à 50 m des cellules béton) à l'Est et au Nord avec leur zone de dépotage ;
- local maintenance raffinage (95 m des cellules béton) ;
- raffinage (110 m des cellules béton) ;
- unité d'estérification (70 m des cellules béton) ;
- centrale station (65 m des cellules béton) ;
- bâtiments 33, 34 et 35 inoccupés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent

- aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Conditions générales	AP Complémentaire du 11/10/2011, article 1.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté, lors de l'inspection, que le site n'était pas activé, le silo vertical est à l'arrêt depuis août 2018.

L'autorisation d'exploitation du silo vertical accordée par l'arrêté préfectoral du 11/10/2011 est donc caduque.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions générales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/10/2011, article 1.1.1			
Thème(s) : Situation administrative, portée de l'autorisation			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : La Société Coopérative Agricole « LA FLANDRE », dont le siège social est situé 58, rue Carnot – B.P. 119 – 59380 BERGUES, est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de CAPPELLE LA GRANDE (Route départementale 202 – enceinte de l'usine LESIEUR), sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, les installations suivantes visées à la nomenclature des installations classées :			
Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques des installations du site:	Capacité maximale de stockage sur site :	Rubrique de classement et régime
Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, le volume total de stockage étant supérieur à 15 000 m ³	- Silo vertical en béton armé 35 cellules d'une capacité unitaire maximale de 900 m ³ Capacité maximale de stockage de céréales : 31 500 m ³ - Silo plat en béton armé sur 3 côtés, 5 casiers de stockage Capacité maximale du silo : 30 000 m ³	61 500 m ³	2160 autorisation
Constats : L'inspection a constaté, lors de l'inspection, que le site n'était pas en activité. L'exploitant a déclaré que : - le silo vertical, suite à d'importants désordres structurels, était arrêté depuis août 2018; - le silo plat, n'était plus en activité depuis août 2022. Conformément à l'article R.512-74 du code de l'environnement, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives. L'autorisation d'exploitation du silo vertical accordée par l'arrêté préfectoral du 11/10/2011 est donc caduque. En effet, le silo vertical relève aujourd'hui de la rubrique 2160-2 et le silo plat de la rubrique 2160-1. Non conformité : L'exploitant n'a pas notifié au préfet, conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement la cessation d'activité de son silo, trois mois avant sa date d'arrêt définitif.			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription			
Proposition de délais : 3 mois			